

*Questions orales*

Notre étude, en résumé, nous a révélé que des améliorations importantes avaient été apportées aux contrôles financiers exercés au sein de l'administration fédérale. Les progrès accomplis par certains ministères, notamment au cours des deux dernières années, sont encourageants.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Règlement!

**M. Riis:** Un pot-de-vin de 5 millions de dollars.

\* \* \*

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR****L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—ON DEMANDE LA PROLONGATION DU DÉLAI POUR LE PARACHEVER**

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre, mais je voudrais d'abord dire au vice-premier ministre . . .

**M. Clark (Yellowhead):** Qu'a dit Riis au sujet des pots-de-vin?

**M. Mazankowski:** Qu'a dit Riis au sujet des pots-de-vin?

**M. Clark (Yellowhead):** A-t-il le courage de le dire tout haut?

**Une voix:** Levez-vous et dites-le!

**M. Riis:** Un pot-de-vin de 5 millions de dollars.

**M. Shields:** Espèce de sournois!

**M. Riis:** Venez me le dire ici!

**M. Clark (Yellowhead):** Du courage, Nelson!

**M. Mazankowski:** Dites-le publiquement!

**M. Masse:** Dites-le publiquement!

**M. le Président:** Peut-être pourrais-je demander au député d'Oshawa, aussi tenté soit-il d'ajouter son mot à l'échange de tout à l'heure, de se concentrer sur la question qu'il va poser au ministre à qui il désire l'adresser.

**M. Broadbent:** Comme toujours, Votre Honneur, je me range à votre avis.

Ma question s'adresse au premier ministre. Il a déclaré, il n'y a pas si longtemps, que l'accord commercial négocié entre le gouvernement canadien et le gouvernement américain était le plus important de notre histoire. S'il ne l'a pas dit textuellement, tel était le sens de ses paroles. Étant donné que c'est effectivement le cas et que pratiquement tous les secteurs de l'économie canadienne sont sérieusement touchés, le premier ministre ne pense-t-il pas qu'il est tout à fait irresponsable de la part du gouvernement de dire que le libellé final ne sera peut-être pas publié avant la première semaine de décembre et que tout devrait être achevé d'ici le 2 janvier?

Croit-il que les premiers ministres provinciaux auront le temps d'étudier la question, de même que le Parlement canadien et les personnes touchées? Pourquoi le gouvernement ne retourne-t-il pas aux États-Unis pour demander au moins une prolongation du délai?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon honorable ami ne devrait pas s'échauffer. Nous avons dit que nous présenterions la rédaction définitive aussitôt que ce serait possible. Le lendemain, j'ai produit à la Chambre les documents dont nous disposions tous et j'ai invité à ouvrir un débat, lequel a été suivi d'une autre série de débats. J'ai déclaré à maintes reprises que dès que la rédaction définitive serait prête, elle serait communiquée à la Chambre.

Entre temps, le gouvernement ontarien a créé un comité de six ou sept ministres qui parcourent la province pour recueillir des avis, de façon générale, sur l'initiative commerciale telle qu'elle est définie. Le gouvernement du Québec fait la même chose. En attendant que le texte définitif soit prêt, j'aimerais espérer que la Chambre des communes fera la même chose. Dès que nous aurons des renseignements, je les communiquerai à mon honorable ami et il y aura suffisamment de temps pour que lui-même arrive à se décider.

**M. Guilbault (Saint-Jacques):** C'est mesquin.

**M. Broadbent:** Je ne tiendrai pas compte de cette touchante remarque du premier ministre.

**LA DÉCISION DES MEMBRES DU COMITÉ DE TENIR DES AUDIENCES**

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Je tiens à dire au premier ministre que ce n'est pas le gouvernement ontarien qui a négocié le délai avec les États-Unis. Ce n'est pas le gouvernement ontarien qui va signer l'accord avec les États-Unis. C'est le gouvernement du Canada qui va faire cela. La responsabilité en incombe au gouvernement du Canada.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Comme les députés conservateurs membres du comité de la Chambre qui va se pencher sur cette question ont déclaré en comité au début du mois qu'ils ne l'examineraient pas tant qu'ils n'auraient pas le texte définitif, est-ce que le premier ministre veut dire à la Chambre pourquoi le gouvernement a forcé les membres conservateurs de ce comité à revenir sur leur décision hier pour respecter votre délai?

● (1450)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, la position du chef du NPD est vraiment absurde.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Depuis que nous avons annoncé l'entente commerciale, le NPD affirme que les Canadiens rejeteraient cette entente s'ils en connaissaient les détails. Maintenant que nous essayons de fournir les termes de l'entente aux Canadiens, le député s'y oppose parce qu'il sait fort bien que l'entente est avantageuse pour le pays et que les Canadiens l'approuveront.